

---

## Convention Simple pour la mise à disposition d'un ensemble de matériels (Mono-produit) composant un ou plusieurs Coups de projecteurs N°636

---

### ENTRE

**AQUITAINE Cap Métiers**

102 AVENUE DE CANEJAN

33600 PESSAC

Représentée par : Monsieur Jérôme BURGUIERE, *Directeur général*

**Dénommé « Le prêteur », d'une part,**

### ET

**COLLEGE DE PIAN SUR GARONNE**

1 LALLIYERE NORD

33490 SAINT MACAIRE

Représentée par :

**Dénommé « Le demandeur », d'autre part.**

*Il a été convenu ce qui suit :*

### **ARTICLE 1 – Objet de la convention**

Le prêteur, met à disposition du demandeur un ensemble de matériels composant un produit mobile et itinérant, dénommé « coup de projecteur ». Cet ensemble de matériels est dénommé « le produit » et précisé à l'article 2.

L'objet de cette convention est de fixer les engagements de chacune des parties signataires durant la durée de la mise à disposition.

### **ARTICLE 2 – Produit mis à disposition**

Le prêteur met à disposition le ou les coups de projecteur intitulé(s) :

« Les métiers des Travaux Publics » .....

Cet ensemble de matériel est mis à disposition en bon état de fonctionnement.

Attention les ateliers ne sont pas des modules de formation et d'orientation, ce sont des produits de découverte d'un secteur à travers quelques métiers

---

## Convention Simple pour la mise à disposition d'un ensemble de matériels (Mono-produit) composant un ou plusieurs Coups de projecteurs N°636

---

### ARTICLE 3 – Durée du prêt et lieu d'installation

La durée de mise à disposition est fixée à une semaine minimum, *montage et démontage inclus*, à savoir :

Du : 09 mai 2016

Au : 13 mai 2016

*Lieu de destination (Mention de l'adresse d'installation si différente de l'adresse du demandeur)*

.....  
.....

Le transport, la livraison, le montage et le démontage sont assurés par le prêteur.

### ARTICLE 4 – Engagements du prêteur et du demandeur

#### Le prêteur s'engage

- \* à installer sur le lieu prévu, le produit en bon état de fonctionnement
- \* à mettre à disposition les consignes d'utilisation du produit sur le Portail d'Aquitaine Cap Métiers

#### Le demandeur s'engage :

- \* à utiliser le produit en l'état sans le modifier
- \* à assurer la sécurisation du produit durant les plages horaires où il n'est pas exploité
- \* à mettre en œuvre l'animation nécessaire du produit durant la période de mise à disposition
- \* à respecter les consignes d'utilisation consultables sur le Portail d'Aquitaine Cap Métiers
- \* à donner une approximation du nombre de visiteurs
- \* à renseigner à l'issue des visites le questionnaire de satisfaction sur le coup de Projecteur (électronique via le Portail d'Aquitaine Cap Métiers :  
« nos outils de découverte des métiers » - « les coups de projecteur métiers » - cliquer ensuite sur la vignette du CP concerné - Répondez à notre enquête de satisfaction »  
ou en suivant le lien ci-après :  
<http://www.aquitaine-cap-metiers.fr/web/guest/questionnaire>
- \* à soumettre à la Direction d'Aquitaine Cap Métiers tous les documents de communication relatifs au produit mis à disposition, avant leur diffusion, ces documents devront par ailleurs comporter le logo et la mention d'Aquitaine Cap Métiers de manière visible.  
Cette clause concerne également les documents annexes spécifiques, produits à l'occasion de la venue du coup de projecteur.  
D'une manière générale, la mention « coup de projecteur » ne peut pas être utilisée sur un document ne comportant pas le logo d'Aquitaine Cap Métiers.
- \* à mentionner et à faire figurer le logo d'Aquitaine Cap Métiers dans toute opération de relations avec la presse

## Convention Simple pour la mise à disposition d'un ensemble de matériels (Mono-produit) composant un ou plusieurs Coups de projecteurs N°636

### ARTICLE 5 – Responsabilités et Assurances

En cas de dégradation la responsabilité du demandeur est engagée et la remise en état du produit est en totalité à sa charge.

Le demandeur fournit au prêteur une attestation d'assurance du produit pour les risques de vol, d'incendie, de dégât des eaux, et de responsabilité civile.

Le demandeur est seul responsable des dommages causés par une mauvaise utilisation du produit.

Le prêteur assure le produit durant le transport, le montage et le démontage. La responsabilité civile du prêteur n'est engagée que si un matériel défectueux est à l'origine du dégât causé.

### ARTICLE 6 - Inventaire

Un état des lieux du produit sera effectué par AQUITAINE Cap Métiers en présence du demandeur au montage et au démontage du produit. Toute pièce manquante ou dégradée sera à la charge du demandeur.

### ARTICLE 7 – Référents

#### Pour le prêteur

- Le(s) référent(s) « Technique » sont le(s) régisseur(s) : Monsieur Joseph ROCHAIS  
Tél. 06 81 00 68 63 – Email : [joseph.rochais@aquitaine-cap-metiers.fr](mailto:joseph.rochais@aquitaine-cap-metiers.fr)  
Monsieur Dominique LAUGT  
Tél. 06 32 92 82 55 – Email : [dominique.laugt@aquitaine-cap-metiers.fr](mailto:dominique.laugt@aquitaine-cap-metiers.fr)
- Le référent pour toute autre question est : Madame Marie-Jeanne RANCUREL  
Tél. 05 57 81 58 71 - Email : [marie-jeanne.rancurel@aquitaine-cap-metiers.fr](mailto:marie-jeanne.rancurel@aquitaine-cap-metiers.fr)

#### **Pour le demandeur (A COMPLETER)**

**Référent Administratif** (chargé de suivi de la convention et des attestations d'assurance) .....

Nom : ..... Tél. : ..... Email : .....

Référent Pédagogique (chargé de compléter l'enquête de satisfaction) .....

Nom : ..... Tél. : ..... Email : .....

Référent Technique (chargé du suivi de l'installation) : .....

Nom : ..... Tél. : ..... Email : .....



---

## **Convention Simple pour la mise à disposition d'un ensemble de matériels (Mono-produit) composant un ou plusieurs Coups de projecteurs N°636**

---

### **ARTICLE 8 – Durée de la convention et litiges**

Tout litige pouvant naître de la présente convention sera déférée auprès du tribunal de grande instance de Bordeaux

### **ARTICLE 9 – Contraintes techniques**

Le réservant s'engage à renseigner l'Annexe jointe à la présente Convention, cette dernière précise les contraintes techniques qu'il faut respecter afin que le Coup de Projecteur soit installé

Le prêteur se réserve le droit de ne pas installer le matériel (et ce malgré la signature de la convention) si le réservant ne remplit pas cette annexe ou si les contraintes techniques renseignées ne sont pas respectées.

De plus lors du démontage du Coup de Projecteur le référent s'engage à restituer en main propre aux régisseurs la tablette qui lui a été remise lors de l'installation.

*La présente convention est établie pour valoir et servir ce que de droit*

Fait à Pessac, Le

Fait à Saint Macaire, Le

*Le prêteur*  
**AQUITAINE Cap Métiers**  
Jérôme BURGUIERE, *Directeur général*

*Le demandeur*  
**COLLEGE DE PIAN SUR GARONNE**

## Convention Simple pour la mise à disposition d'un ensemble de matériels (Mono-produit) composant un ou plusieurs Coups de projecteurs N°636

### ANNEXE A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU COUP DE PROJECTEUR

Le réservant s'engage à respecter les contraintes techniques énumérées ci-dessous et liées à la bonne installation du COUP DE PROJECTEUR :

**« Les métiers des Travaux Publics »**  
**Du 09 au 13 mai 2015**

#### Le lieu d'accueil dispose :

- d'une salle de 25m<sup>2</sup> minimum ☐

*cette dernière devra être équipée :*

- d'une porte d'accès d'une largeur d'au moins 80cm ☐
- d'une connexion internet ☐ (souhaitable)
- de prises électriques ☐

#### Accès au lieu d'accueil :

- le lieu d'installation est de plain-pied ☐
  - le lieu d'installation est à l'étage mais dispose d'un ascenseur ☐
- et dans ce cas :*
- la porte d'accès fait une largeur d'au moins 80cm
  - l'accès au bâtiment d'accueil est de plain-pied ☐

Le réservant prend note que si les contraintes techniques mentionnées ci-dessus ne sont pas respectées l'installation ne pourra pas se faire.

#### Remise de la tablette lors du démontage :

Lors du démontage du coup de projecteur l'interlocuteur Technique s'engage à être présent et à remettre en main propre aux régisseurs la tablette qui lui a été remise lors de l'installation

#### Interlocuteur Technique :

Nom : .....

Coordonnées téléphoniques : .....

Le réservant

date



ASSOCIATIONS  
& COLLECTIVITES

## MUTUELLE ASSURANCE DES INSTITUTEURS DE FRANCE

Société d'assurance mutuelle à cotisations variables  
Entreprise régie par le code des assurances  
Groupe MAIF Gestion spécialisée – 79018 Niort cedex 9  
@www.maif-associationscollectivites.fr - Télécopie : 05 49 26 59 95

Sociétaire n° : 3412494 D

AQUITAINE CAP METIERS  
99 rue Judaïque  
33000 BORDEAUX

## AVENANT valant ATTESTATION Assurance des expositions

Intitulé de l'exposition : COUP DE PROJECTEUR « Les métiers des travaux publics »  
Du 01/01/2015 au 31/12/2015

Le présent avenant prévaut sur toutes dispositions qui lui seraient contraires et que contiendrait le contrat RAQVAM Collectivités (conditions générales et particulières).

### I - GARANTIE DOMMAGES AUX BIENS ASSURES

Biens détenus dans la limite de la valeur déclarée par la collectivité, soit 39 988 €.

#### Objet de la garantie

Le contrat a pour objet de garantir le sociétaire contre tout événement de caractère accidentel entraînant la détérioration ou la disparition de matériels assurés dans le cadre d'une exposition.

Sont notamment couverts les dommages consécutifs :

- à l'incendie, l'explosion, le dégât des eaux, la foudre, la tempête, l'acte de vandalisme, l'attentat...
- au vol ou à la tentative de vol.

#### Champ d'application

La garantie s'exerce pendant la **durée ci-dessus indiquée** qui englobe :

- le séjour des objets assurés à l'emplacement qui leur est affecté,
- une période éventuelle de stockage,
- le temps nécessaire aux transports aller et retour,
- celui consacré à l'emballage, ainsi qu'à l'installation et l'enlèvement des matériels, avant et après la tenue de l'exposition.

La garantie est acquise sous réserve que la charge en incombe au sociétaire.

#### Conditions d'octroi de la garantie

La surveillance des locaux affectés à l'exposition devra être assurée d'une façon permanente pendant les heures d'ouverture.

Hors des heures d'ouverture et lorsque la valeur des biens excède 77 000 €, un service de gardiennage devra être mis en place ou, à défaut, une protection par alarme volumétrique reliée à un réseau de télésurveillance.

Les expositions itinérantes sont garanties sous réserve que les responsables de la collectivité sociétaire aient conclu une convention imposant les conditions ci-dessus énoncées, aux organismes ou collectivités les accueillant.

Dans l'hypothèse où les biens exposés sont placés dans un véhicule, ce dernier et son contenu devront :

- lors des déplacements et des heures d'ouverture au public, faire l'objet d'une surveillance permanente,
- hors des heures d'utilisation, être stationnés dans un local fermé et protégé ou gardé.

La garantie n'est pas acquise lorsque les conditions ci-dessus définies ne sont pas remplies.

### Exclusions

Outre les dommages dont l'exclusion est prévue par les conditions générales, sont exclus ceux qui résultent :

- d'un acte intentionnel ou d'une faute dolosive perpétré soit à l'initiative de l'assuré ou de ses représentants légaux ou substitués, soit avec leur complicité,
- les dommages consécutifs à une absence, une insuffisance ou une non-conformité aux normes de la profession, de l'emballage ou du conditionnement des objets,
- les expositions se déroulant à l'extérieur des locaux (sur la voie publique ou sur un terrain privé).

### Montant de la garantie

La garantie "Dommages aux Biens" est accordée en valeur vénale, cette dernière étant déterminée à dire d'expert, sauf en ce qui concerne les biens limitativement énumérés aux articles 26.2 et 26.3 des conditions générales du contrat, pour lesquels elle est octroyée dans les conditions desdits articles.

### Franchise

Pour tout sinistre survenant à ses biens, l'assuré conserve à sa charge une franchise dont le montant est fixé à 150 €.

Dispositions spéciales :

- en cas de sinistre résultant d'un événement "catastrophes naturelles" ou "force de la nature" (inondations, ruissellements de boue, glissements ou effondrements de terrain, avalanches, cyclones), le montant de la franchise légale est fixé à 380 € ;
- en cas de vol, le montant de la franchise correspond à 10 % de la valeur indemnisable des biens dérobés avec un minimum de 360 € et un maximum de 3 600 €.

Cette franchise, dans toutes ses caractéristiques, est doublée si les biens sont dérobés dans ou sur un véhicule.

## II - RESPONSABILITE CIVILE ORGANISATEUR

-Dommages corporels.....	30 000 000 € par sinistre
-Dommages matériels et immatériels consécutifs.....	15 000 000 € par sinistre
La garantie est toutefois limitée, tous dommages confondus à .....	30 000 000 € par sinistre
-Dommages immatériels non consécutifs .....	50 000 € par sinistre
-Intoxication alimentaire .....	5 000 000 € par année d'assurance

Fait à Niort, le 24/06/2015  
Le Représentant de la Société

MAIF Associations & Collectivités  
Service de Gestion Spécialisée  
TSA 55113  
79060 NIORT CEDEX 9  
Tél. 05 49 73 81 81